

RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION DES BESOINS DE PROTECTION SUR LES AXES FIZI CENTRE – MUKERA – BUREMBO – KANANDA - ABALA – BWALA – NAKIELE ET ENVIRONS DANS LE TERRITOIRE DE FIZI

Mission effectuée du 08 au 13 Octobre 2019

I. Contexte et Justification :

Depuis le mois de Février 2019, l'on assiste à des séries de violences entre les milices d'auto-défense communautaires Banyamulenge (Gumino, Twigwaneho) et la coalition de plusieurs factions Mai-Mai d'origine Bafuliru, Banyindu et Babembe. Ces violences engendrent des conséquences considérables sur le plan sécuritaire et humanitaire, à la limite des Hauts Plateaux de Fizi, Itombwe/Mwenga et Uvira. Après la deuxième vague des déplacements en Juillet 2019, une accalmie avait été observée dans les Hauts-Plateaux de Fizi et Itombwe, et des mouvements retour avaient commencé vers les zones d'origine.

Cependant, à partir du samedi 07 Septembre 2019, la situation s'est à nouveau détériorée, caractérisée par des affrontements entre la coalition Mai-Mai (Nyindu, Bembe, Fuliru) contre le groupe d'auto-défense Banyamulenge (Twigwaneho), et des violations graves des droits de l'homme, annihilant tous les efforts de recherche de paix menés jusqu'ici et provoquant de nouveaux déplacements. Notons que ces affrontements ont commencé lorsque la coalition Mai-Mai a pris d'assaut un présumé Quartier Général du groupe d'auto-défense Banyamulenge à TULAMBO. C'est à l'issue de cette attaque et ces affrontements, que le Chef SEMAHURUNGURE (Chef rebelle des GUMINO) avait succombé de ses blessures. Ainsi, nous avons assisté à une série d'incidents entre les membres des deux communautés dans les Hauts-Plateaux de Minembwe et Itombwe parmi lesquels, nous pouvons citer *l'attaque contre le domicile du Président de la société civile à Minembwe, l'incendie des villages, les mouvements massifs des populations, les assassinats ciblés contre les leaders des différentes communautés, le vol systématique des bétails...*

Les zones à fortes concentrations des personnes déplacées internes fuyant les hostilités les sont sur les axes Fizi centre – Mukera – Abala – Kilicha – Mulima d'une part, et les axes Minembwe et Mikenge d'autre part. Il sied par ailleurs de noter que les différents mouvements des populations se font sur base des affinités ethniques. Les communautés (Bembe, Nyindu, Fuliru et autres) se concentrent plus sur l'axe Fizi centre – Mulima – Abala, et les communautés Banyamulenge autour Minembwe et Mikenge. Les chiffres actuels font état de 63.400 IDPs sur les axes Fizi centre et environs – Mukera – Mulima, et 8.230 IDPs autour de Minembwe.

Au regard de cette situation, la Coordination du Cluster Protection du Territoire de Fizi a organisé du 08 au 13 Octobre 2019 une mission, avec l'appui de ses membres et des membres des sous-groupes de Travail (Protection de l'enfant, Logement Terre et Bien, Lutte anti-mine, SGBV) pour une évaluation des besoins de Protection et au besoin une analyse DO NO HARM.

La mission était composée des services étatiques (Antenne Humanitaire/Fizi et DIVIGENRE/Fizi), des ONG internationales (NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND), des ONG locales et nationales (CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD et ANOVEV), UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

II. Présentation de la zone d'évaluation :

A. Localisation et accessibilité

La mission d'évaluation a couvert deux (2) zones de santé, à savoir : celle de Nundu avec quatre (04) de ses aires de santé (Pungu, Nakiele, Abala et Kanguli), et celle de Fizi avec ses huit (08) aires de santé (Bwala,

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Umoja, Fizi centre, Kikonde, Kananda, Mukera, Kichula et Lumanya). Notons que ces deux zones de santé se trouvent respectivement dans les secteurs de Tanganyika, Mutambala et secteur de Ngandja, dans le territoire de Fizi.

En effet, les aires de santé se trouvant dans la zone de santé de Nundu sont aux pieds des Monts Mitumba, situés à l'Ouest de Fizi centre. Notons que cette partie du territoire est peuplée en majorité par les communautés Bembe, Fuliru, Nyindu et les Shi. Les populations vivent des travaux champêtres, de l'exploitation artisanale de l'or (Cas de Mukera), du commerce et de l'élevage.

L'accès à cette zone se fait par le tronçon Baraka - Fizi centre - Namisha_Burembo, et les véhicules ont un accès facile. Egalement, l'accès sur l'axe Kananda – Mukera – Lumanya – Mulima- Abala- Nakiele se fait par tous les moyens possibles (Vélo, Motos, Véhicule lourd ou léger) en toute saison. Cependant, pendant la saison de pluie, le déplacement est très difficile car la détérioration de l'axe routier devient très avancée, particulièrement sur l'axe Lumanya et Mulima. Il sied de signaler que l'axe Fizi centre – Kananda – Mukera - Abala, donne l'ouverture à la commune rurale de Minembwe en passant par le Point zéro.

B. Situation sécuritaire et de Protection

Pour l'axe Kananda – Bwala et Kanguli -Nakiele, on rapporte une absence des services répressifs de l'état dans ses différents villages (Kananda – Misufi – Ondokuma – Kasakwa - Bwala). Ce vide sécuritaire constitue un risque permanent, exposant ainsi les membres des communautés et les déplacés à des multiples risques de protection.

La situation sécuritaire sur l'axe Nakiele et Kanguli reste dominée par l'activisme de la faction Mai-Mai commandité par un certain LWABULA, de la communauté Bembe et originaire du village Lusuku. Ce dernier est désigné comme le présumé auteur de plusieurs cas de tracasseries dans cette partie du territoire. Le dernier incident remonte au 09 Octobre 2019 où ce dernier avait volé 32 vaches dans le village Magungu, du groupement Basimunyaka-Nord, du secteur de Tanganyika. Ces vaches appartenaient aux éleveurs de la communauté Banyamulenge. Après un plaidoyer de la notabilité de Nakiele, ces éléments Mai-Mai ont restitué 24 vaches aux propriétaires, par le biais du Chef de localité de Magungu. Il convient également de noter qu'une probable présence d'armes à feu détenues par certains sujets de la communauté (Comme mécanisme de contingence contre toute éventuelle attaque des groupes armés de la communauté Banyamulenge) met à mal la quiétude des populations et fait planer la psychose.

En date du 10/10, 09 personnes de la communauté Fuliru ont été assassinées par des présumés éléments du groupe Twigwaneho aux environs de 18h, dans le village Kahira, situé à 5h de marche à l'ouest de Nakiele dans le groupement Balala-Nord (Secteur de Tanganyika). Notons que ces présumés Twigwaneho avaient assiégé le village, en tirant plusieurs balles en l'air et lorsque la population a voulu quitter le village, ces derniers ont ouvert le feu sur la population, 09 personnes sont mortes sur place, et 06 autres personnes ont été grièvement blessées. Cette situation a entraîné un déplacement forcé des civils. A cet effet, 21 familles ont été accueillies à Nakiele et 08 autres à Kanguli ; d'autres familles continuent de rester dans la forêt. 08 maisons seraient incendiées dans le village d'origine à Kahira.

Le village de Lumanya connaît une faible couverture et ne dépend que des positions militaires de Kichula (à 12 Km) et à Mulima à 5 Km. Cette faible couverture l'expose aux incursions nocturnes des éléments de groupes armés qui y font parfois de collecte des vivres de manière clandestine. Ces incursions constituent un réel danger d'affrontements avec les FARDC en patrouilles.

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Le village de Burembo constitue une zone contaminée par les REG (9 zones dangereuses déjà identifiées par ADIC). 2 cas des enfants victimes d'explosion d'une grenade ont été recensés avec un cas de décès et un blessé grave.

Tableau 1 : Vue synoptique d'incidents de protection documentés

Domaine de Protection	Type d'incident	Lieu	Date	Nombre de Victimes	Auteurs présumés	Commentaires
Violence sexuelle	Viol	Sur plusieurs cas commis dans les milieux d'origine, seule 01 cas signalé à Kasakwa	Dans ce trois derniers mois	52	Les parties au conflit et un cas des bandits armés.	26 survivantes ont reçu les Kits PEP dans le délai dont 19 au C.S Kichula, 03 au CS Bwala, 02 au CS Umoja, 01 Kanguli et 01 au C.S Kanguli.
Violation au droit à la propriété	-Extorsion de biens	Magungu	09/10/2019	02	- Bandits armés commandité par Lwabula.	- Les auteurs ont fait incursion dans les pâturages des victimes et reçu à les ravir 34 vaches.
	-Incendie	Kahira	10/10/2019	08	- Twigwaneho	- Lors d'une incursion armée.
Violation du droit à la vie et intégrité physique	Meurtre	Kahira	10/10/2019	09	Twigwaneho	Ces victimes ont été assassinées lors d'une incursion armée de ces éléments à Kahira
Violation du droit à la liberté	Enlèvement	-Kichula	Ces 3 derniers mois	03	-Les inconnus	Ces enfants ont été enlevés lors ce qu'il joués dans la forêt à proximité du village.
	Arrestation arbitraire	-Kasakwa	-28/09/2019	02	-FARDC	Les victimes ont été taxées être en connivence avec les IMA

Analyse de la situation

- Absence des Agents Psychosociaux femmes dans les villages d'Abala au niveau de la structure sanitaire pour l'écoute des victimes d'agression sexuelle.
- Problème de dénonciation et référencement ou auto référencement des victimes de violence sexuelle.
- Ignorance, par les autorités, les leaders communautaires, les IDPs et les membres des communautés hôtes, du circuit de référencement vers les structures de prise en charge des victimes.
- Cas des victimes qui se confient aux autorités locales au lieu du personnel soignant (Bwala).
- A Nakiele, les pratiques coutumières empêchent les femmes et les hommes à dénoncer les cas de viol. D'où des séances de sensibilisation s'avèrent très nécessaire. À Lusuku, la communauté préfère ne pas dénoncer les cas de SGBV pour diminuer les risques des stigmatisations et sauvegarder la dignité des victimes et ces dernières ne s'orientent pas à la structure de prise en charge médicale. Les cas des mariages précoces sont normalisés et les arrangements à l'amiable constituent un mécanisme de résolution pour ces cas dans les deux villages évalués

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

A Mulima, il faut noter ce qui suit :

- L'afflux des IDPs dans le village entraîne la rareté des travaux pour le IDPs, ce qui constitue un risque que les femmes IDPs se livrent à la débauche soit comme appas pour avoir les travaux ou comme moyen d'avoir directement l'argent.
- Les femmes en Focus Groups ont témoigné que les filles sont victimes de l'exploitation sexuelle au su des parents en vue d'assurer la survie. Egalement, l'exploitation économique des enfants pour contribuer à la survie de la famille.
- Il existe le phénomène d'exploitation économique des enfants qui contribue à la survie des ménages
- Non scolarisation de plusieurs enfants qui travaillent afin de suppléer aux charges du ménage.
- Cas de fille qui sont mariées par leurs parents en compensation de dette contractée par les parents (surtout dans le milieu de provenance des IDPs).
- Plusieurs femmes ont déclaré que la situation de promiscuité dans les FAMAC ne leurs permettent de jouir de la vie conjugale avec leurs maris, et craignent que ceci ne soit une brèche pour favoriser la débauche de leurs maris.

III. Mouvements des populations (Données et profil de la population, résidents, PDIs.)

- Le mouvement des populations est continu avec une moyenne de 7 ménages/jour. Il s'agit en majorité des IDPs qui s'étaient d'abord installés dans les forêts d'où les conditions de vie les contraignent de se déplacer encore.
- On note de même que la détérioration de la situation dans les villages d'origine (Kalingi, Mikenge, Mibunda etc.) a contraint les familles encore présentes dans ces localités, à se déplacer.
- A Kanguli et Nakiele, les participants au Focus Groups ont soulevé les cas des déplacés qui se sont installés dans les brousses au niveau du Point Zéro, et qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Les conditions climatiques constituent l'un des facteurs de préférence de cette zone par les IDPs. Certains autres ménages qui s'étaient déjà installés à Nakiele et Kanguli retournent vers le point Zéro par crainte des maladies qui résulteraient du changement de climat et du régime alimentaire.

Tableau 2 : Aperçu de la situation des IDPS dans la zone

Villages	Population avant la crise (en ménages)	Nombres des IDPs (en ménage)	Lieu de provenance pour le village d'accueil	Sources
Bwala		349	Mikenge, Kalingi, luhemba, kitumba	CS de Bwala
Mukera		836 ménages de 4.180 personnes.	Mikenge et environs	Autorités locales et Centre de santé
Kasakwa (aire de santé)		389 (regroupant 2134 personnes)	Kalingi, Mikenge, Luhemba, Kisanya	CS Umoja (Misufi, Ondokuma, Kasakwa)
Kanguli	9011 personnes	533 ménages		Aire de santé de Kanguli

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Nakiele	11527 personnes	65 ménages		Aire de santé
Abala	7996 personnes	780 ménages (regroupant 4951 (soit 62% de la population)		Aire de santé d'Abala
Lumanya	55556 Personnes	386 ménages	Kalingi, Kamombo, Kanihura, Mikenge	Aire de santé de Lumanya
Aire de santé de Pungu/Mulima y compris le village de Lusuku	8294 personnes	4380 personnes		
Aire de santé de Kichula	5737 personnes	139 ménages	Mikenge, Madegu, Byalere,	
Burembo		295 ménages		

IV. Analyse de Protection par secteur

A. Cohésion sociale entre IDPs et communautés hôtes dans les zones de déplacement :

Fizi centre	<p>À ce jour, la cohabitation entre IDPs et communautés hôtes est bonne. Il est à noter que la gratuité des loyers accordés aux IDPs est improbable à long terme, d'autant plus que certains ménages commencent déjà à payer 5000 FC/Mois. Aucun mouvement retour n'est à envisager avant les 03 (Trois) prochains mois, au regard de la persistance de l'insécurité dans les zones d'origines, caractérisée par des assassinats ciblés, le vol des vaches, la destruction des champs et pillages d'autres biens.</p> <p>Le problème d'accès à la terre trop limité pour les déplacés (exigence de payer environ 40-50\$ pour avoir un champ) constitue un risque de vente par les IDPs, d'une grande partie de l'assistance pour accéder aux champs.</p>
Bwala	<p>Le niveau de cohabitation entre les IDPs et les membres des communautés hôtes est à ce jour relativement bonne mais fragile à la suite de quelques cas de vols des produits de champs qui ont été signalés. Selon certains membres de la communauté, le taux du vol dans les champs a augmenté avec l'arrivée des IDPs dans cette localité. Cette situation risque d'avoir un impact négatif sur l'interaction et la cohésion sociale (environ 10 cas rapportés auprès du chef de village).</p>

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Misufi	<ul style="list-style-type: none"> • La cohésion sociale est très fragile à la suite des cas de vol des produits champêtres qui ont été rapportés dans le village, lesquels ont été imputés aux femmes déplacées. Certaines de ces femmes ont été victimes de coups administrés par certains membres de la communauté. Cette situation stigmatise davantage les femmes IDPs dans ce village. En effet, ces quelques cas de vols démontrent le niveau de vulnérabilité et les conditions de vies critiques des déplacés. • Accès difficile des femmes déplacées à l'unique source d'eau aménagée et fonctionnelle sur les 5. La queue qui se constitue lors du puisage d'eau, expose les femmes déplacées aux coups car pour les femmes de la communauté hôte, les femmes IDPs doivent puiser après. Face à ce problème, un mécanisme communautaire est mis en place, pour le puisage d'eau, en vue de réduire les cas de bagarre qui surgissent entre les femmes déplacées et autochtones à la source d'eau.
Kasakwa	Relativement bonne, excepté le cas de vol des produits champêtres imputés aux déplacés qui risquent d'affecter les interactions entre les autochtones et les IDPs.
Kanguli	<ul style="list-style-type: none"> • Cohabitation acceptable entre les déplacés et les communautés hôtes en dépit de quelques problèmes mineurs relatifs aux cas de vol des produits des champs dont la responsabilité est imputée aux IDPs, le problème d'accès à l'unique source d'eau aménagée du centre de santé où l'on signale des cas de bagarres et injures entre les femmes. Egalement, quelques cas mineurs liés à la gestion des vivres signalés dans certains ménages. • Quant à l'accès à la terre, les propos sont divergeant, les autorités locales affirment être prêtes pour donner gratuitement les champs agricoles aux déplacés pendant que ces derniers rapportent qu'on leur exige de redevance pour accéder aux champs.
Nakiele	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne • Dans le village, on signale le cas de conflit de pouvoir. Présence de deux chefs de groupement pour un seul groupement. Facteur qui expose la population civile.
Abala	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne
Namisha	<ul style="list-style-type: none"> • Cohabitation harmonieuse entre IDPs et autochtones. • Accès au champ
Lumanya	<ul style="list-style-type: none"> • La cohabitation entre IDPs et déplacés est bonne. • Dans la communauté, on signale l'existence d'un conflit entre agriculteurs et éleveurs à la suite de la destruction des champs par les vaches, surtout pendant la transhumance. • Cas des conflits fonciers liés aux limites des terres (champs). • Existence de CLOC avec l'appui de la Caritas dans le cadre de Gestion des conflits.
Mulima	<ul style="list-style-type: none"> • La cohabitation à ce jour est relativement bonne. • Mulima étant un village connaissant une prédominance des activités commerciales, les IDPs occupent certaines pièces (Abris) que les propriétaires font régulièrement louer aux commerçants ambulants. L'occupation de ces pièces par les IDPs constitue un manque à gagner pour les propriétaires. En analysant la question, on peut déjà savoir qu'au fil du temps, les propriétaires finiront par demander le loyer, ou demander aux IDPs de libérer leurs abris.
Kichula	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de problème signalé à ce jour.

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Namisha	<ul style="list-style-type: none"> • La cohabitation est bonne. Cependant, on signale des cas de dérapage lié aux mésententes entre les femmes au niveau de la source d'eau. Outre ces problèmes d'accès à l'eau, les membres de la communauté hôte dénoncent le non-respect des pratiques d'hygiène par les IDPs venus des hauts-Plateaux. Selon la communauté hôte, depuis que les IDPs sont arrivés dans la localité, l'environnement est de moins en moins sain car les IDPs n'ont pas la culture de l'utilisation des latrines, et leurs enfants défèquent à l'air libre. • Les IDPs éprouvent des problèmes d'accès à la terre car les champs que les autorités proposent aux déplacés sont situés à une longue distance et dans des endroits moins sécurisés. Les IDPs préfèrent ainsi les champs situés à des distances raisonnables pour lesquels les propriétaires leurs demandent 100.000FC que certains ménages des déplacés payent déjà.
Burembo	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne cohabitation entre IDPs et communauté hôte • Les IDPs sont accueillis et placés dans les familles d'accueil.

B. SGBV

Fizi centre:	1 cas de SGBV sur une fille de 15ans a été rapporté à Fizi. L'incident a eu lieu dans le village de provenance de l'enfant qui, à Fizi, est en situation d'ENA. La victime, arrivée en dépassement de 72h00, n'a pas bénéficié de la PEC médicale.
Bwala	<ul style="list-style-type: none"> • 1 cas de viol sur une femme autochtone a été signalé en septembre 2019, suivid'une PEC Médicale au CS/ Bwala. • 2 cas de viol sur deux femmes déplacées rapportés en Fin Août 2019, suivis de la PEC Médicale au CS de Bwala. • On note le taux élevé des cas de mariages et grossesses précoces chez les enfants. À la suite de l'absence de la PNC, les auteurs jouissent de toute impunité dans le village. • Rupture des Kits Pep dans la structure de prise en charge. • Les victimes se confient au Chef du village, en lieu et place du personnel qualifié.
Misufi	<ul style="list-style-type: none"> • 2 cas de viol sur les femmes rapporté ayant eu lieu en septembre 2019, lesquels n'ont pas été pris en charge. Ces deux cas s'étant confiés à un membre de l'équipe de la mission, elles ont été référées à la structure pour la prise en charge psychosociale. • La confidentialité des données constitue une barrière dans le cadre de la prise en charge des survivantes des violences sexuelles et sexistes. En effet, selon la communauté, la confidentialité n'est pas garantie au niveau des structures de prise en charge.
Ondokuma	<ul style="list-style-type: none"> • 3 cas de viol sur 7 femmes. L'une a été prise en charge dans les délais.
Kasakwa	<ul style="list-style-type: none"> • 1 cas de viol d'une femme déplacée a été rapporté à Kasakwa. Cet incident a été commis dans les champs agricole par 4 hommes en armes non autrement identifiés, présumés être membres de sa communauté.
Mukera	On note une rupture en Kits pep dans le centre de santé de Mukera pour la prise en charge des survivantes des violences sexuelles. Les survivantes sont référées à l'hôpital de Fizi centre (24 Km de marche) et cette distance expose d'avantage les survivantes et les personnes qui les accompagne. Cette situation décourage les survivantes et réduit le taux des survivantes prises en charge. La stigmatisation et l'influence culturelle dans la localité de Mukera, met également en mal le référencement et la prise en charge des survivantes.
Abala	<ul style="list-style-type: none"> • 15 cas de viol 7 dont 3 cas sur des filles de 15 ans. Les auteurs de ces viols sont des présumés éléments GUMINO, de la communauté Banyamulenge. Ce viol massif aurait été commis lors du déplacement après que 2 hommes aient été assassinés. Quelques femmes se sont confiées au chef du village à Abala qui ne les a pas référées vers une structure de prise en charge. • Disponibilité des Kits pep

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Nakiele	RAS
Kanguli	<ul style="list-style-type: none"> • 1 Cas de viol sur une femme au début du mois de septembre prise en charge au CS / KANGULI. • Disponibilité de Kit PEP au centre de santé.
Lumanya	<ul style="list-style-type: none"> • 6 cas de violences sexuelles sur les enfants rapportés par les membres des communautés dans le FGD. Les victimes n'ont eu accès à aucune prise en charge. • Disponibilité de Kit PEP au CS de Lumanya.
Mulima	1 cas de violence sexuelle sur une femme âgée de 19 ans prise en charge au CS Pungu.
Kichula	<ul style="list-style-type: none"> • 19 cas des victimes de viol (7 cas en Août, 7 cas VVS en septembre et 5 cas de VVS en octobre 2019). Toutes ces victimes ont bénéficié de la prise en charge médicale. • La structure ne dispose que d'un seul kit PEP à ce jour (possibilité d'approvisionnement par MSF qui appuie la structure).
Namisha & Burembo	RAS car les responsables de ces structures n'étaient pas disponibles.

Constats :

- Absence des APS femmes dans les villages d'Abala au niveau de la structure sanitaire pour l'écoute des victimes d'agressions sexuelles.
- Problème de dénonciation et référencement ou auto référencement des victimes de violence sexuelle.
- Ignorance, par les autorités, les leaders communautaires, les IDPs et les membres des communautés hôtes, du circuit de référencement vers les structures de prise en charge des survivantes.
- A Nakiele, les pratiques coutumières entravent la dénonciation des cas de viol. D'où, des séances de sensibilisation s'avèrent très nécessaires.
- Hormis les 52 cas de viol enregistrés, les IDPs dans les zones de déplacement en particulier les femmes et les filles sont exposés aux risques de violences sexuelles (mariage forcé) du fait que plusieurs cas de mariages forcés ont été signalés et que les arrangements à l'amiable entre les familles sont préférés. La présence de carrés miniers (Mukera et Kasonge) dans la zone expose, les femmes et filles à la pratique du sexe de survie.

A Mulima, il sied de noter ce qui suit :

- L'afflux des IDPs dans le village entraine la rareté des travaux les plongeant dans l'oisiveté. Ceci expose les femmes à l'exploitation sexuelle et autres formes d'abus, afin d'obtenir des petits travaux pour assurer la survie de la famille.
- Les femmes en Focus Groups ont témoigné que les filles sont victimes de l'exploitation sexuelle au su des parents en vue d'assurer la survie. Egalement, l'exploitation économique des enfants pour contribuer à la survie de la famille.
- Non scolarisation de plusieurs enfants qui travaillent afin de suppléer aux charges du ménage. Cette situation de non scolarisation expose également les enfants au recrutement dans les différents groupes armés et à des activités illégales et illicites.
- Cas des filles qui sont mariées par leurs parents en compensation des dettes contractées par leurs parents (surtout dans le milieu de provenance des IDPs).

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

A Mukera, il sied de noter ce qui suit :

- Depuis l'arrivée des IDPs dans la localité, il a été signalé 13 cas d'arrestations arbitraires. En effet, les hommes IDPs sont accusés par les FARDC, d'appartenir aux différentes milices/groupes armés actifs dans les zones d'origine ;
- Des cas d'enlèvements des civils par des présumés groupes armés. 04 cas ont déjà été identifiés ;
- Des cas des violences sexuelles contre les femmes, pendant qu'elles étaient aux champs. En effet, 04 cas identifiés depuis l'arrivée des IDPs, dont l'âge des victimes varie entre 13 et 15 ans ; parmi ces survivantes, 03 sont des IDPs. Notons que ces survivantes ont été orientées au niveau de Fizi-centre pour la prise en charge.

C. Protection de l'enfant :

L'environnement protecteur des enfants est caractérisé par les aspects ci-dessous, selon chaque village/localité :

Fizi centre	<ul style="list-style-type: none"> • 3 cas des ENA identifiés dont 02 garçons et une fille de 13 ans. Avec la présence des acteurs de Protection de l'enfant, la fille a été placée dans une famille spontanée à Fizi, et des actions de tracing familial ont été planifiées par l'ONG KUA. • 5 cas d'enfant séparés ont été identifiés dont 2 filles et 3 garçons dont l'âge varie entre 9 à 17ans. • Plusieurs enfants déplacés ont accès à l'éducation. La grande partie est inscrite dans des écoles non mécanisées. Ce qui constitue les risques de déscolarisation à la suite des frais scolaires qui vont peser sur les parents (cas des écoles primaires). Il sied de soulever aussi les cas des élèves du secondaire qui courent le risque d'abandon à la suite de coûts élevés (Institut SAYUNI où 36 élèves dont 18 filles sont inscrites et où le coût s'élève à 10\$/mois.). <p>Note : de manière générale, ces ENA vivent avec les membres de la communauté. Leur condition de vie est vulnérable. Ces enfants de manière générale n'ont pas accès à l'éducation par manque de moyens et de prise en charge.</p>
Mukera	<ul style="list-style-type: none"> • 02 ENA ont été identifiés dans cette localité. Notons que ces derniers sont au sein des familles d'accueil. • Absence des FAT et EAE en vue de permettre aux enfants d'être occupés, et de réduire le risque de recrutement dans les groupes armés. • Besoin de redynamisation et de renforcement des activités des RECOPE. • Faible taux d'accès à l'éducation des enfants IDPs à Mukera. Les écoles de la place ont déjà atteint le seuil acceptable d'élèves par classe. Notons que cette situation expose donc les enfants à des activités illégales et illicites. • Le cycle de référencement est bien connu de la population et autorités locales.
Bwala	1 cas d'ENA (1 fille de 14 ans en provenance de Kalingi).
Misufi	<ul style="list-style-type: none"> • ENA : 13 cas rapportés dans le village dont l'âge varie entre 5 ans et 16 ans en provenance de Mikenge et Kalingi. • La majorité d'enfants IDPs étant arrivés quelque peu tardivement dans le village, n'ont pas d'accès à l'éducation par manque de place.
Ondokuma	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les autorités locales, il y a 13 cas d'enfants présumés ESFGA spontanés. Ces enfants sont dans la communauté. • 2 ENA dont une fille de 12 ans et un garçon de 12 ans. • 01 enfant séparé de ses parents (Fille).

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

	<ul style="list-style-type: none"> On note le cas d'exploitation économique des enfants par leurs parents respectifs dans les activités champêtres en vue de contribuer à la survie de leurs familles. L'âge de ces enfants varie entr14 et 17 ans. Notons que ces enfants travaillent pendant la journée.
Kasakwa	<ul style="list-style-type: none"> 4 cas de présumés ESFGA spontanés tous garçons rapportés. Ces 4 enfants dont l'âge varie entre 14 à 17 ans sont tous des déplacés. 6 cas de présumés EAFGA encore actifs au sein du groupe armé BABDULU du petit frère de DUNIA, actif dans la forêt du village de LUBONDO. 3 ENA dont 2 filles et 1 garçon. Ce garçon est dans une FAMAC dont la femme est victime viol. 5 Enfants séparés dont 4 filles et 1 garçon. Exploitation économique des enfants dans les activités champêtres dans le cadre de survie des ménages.
Abala	<ul style="list-style-type: none"> 13 cas d'ENA qui sont dans les familles d'accueil. Et 02 cas d'enfants (01 fille et 01 garçon) orphelins qui ont perdu leurs (Pères et mères) parents pendant les hostilités dans les zones d'origine. Ces enfants vivent avec les membres de la communauté. On note un besoin. 01 cas d'un présumé ESFGA (spontané) (auto démobilisés) Existence de RECOPE, Club d'enfant accompagné par WAR CHILD HOLLAND.
Nakiele	<ul style="list-style-type: none"> 8 cas d'ENA dont 6 garçons et 2 filles dont l'âge varie entre 8 et 14ans rapportés.
Kanguli	<ul style="list-style-type: none"> 7 cas d'ENA dont 5 garçons et 2 filles en âge variant entre 9 à 15 ans rapportés. 10 cas d'ES dont 4 filles (14 ans) et 6 garçons signalés. On note des cas d'exploitation économique d'enfants déplacés par leurs parents en vue de contribuer à la survie de leurs ménages. L'âge de ces enfants varie entre 15 et 17 ans. 10 cas d'enfants (dont 6 garçons et 4 filles) dont l'âge varie entre 15 et 17 ans, impliqués dans l'exploitation artisanale des minerais, afin d'assurer leur survie.
Lumanya	<ul style="list-style-type: none"> 5 ENA dont 3 garçons en provenance de Mikenge et 2 filles en provenance de Kalingi placés dans les FAT avec l'appui de WAR CHILD HOLLAND. On note la présence de FAT, RECOPE (avec seulement 11 membres ne répondant pas aux standards), EAE/Mobile avec un gap en termes de capacité de prendre en charge les cas des enfants IDPs ayant des problèmes psychologiques. La catégorie d'enfants dont l'âge varie entre 3 et 12 ans est la plus exposée à différents risques dont les abus émotionnels par les parents, les viols, etc.
Mulima	<ul style="list-style-type: none"> 5 cas d'enfants à risque (03 garçons et 02 filles), tous âgés de 15 ans, qui ont perdu leurs parents pendant les hostilités et au cours du déplacement. Notons que les 02 filles ont été placées dans les FAT au cours de cette mission. 3 cas d'ES dont 2 garçons et 01 fille. Présence des structures de protection de l'Enfant (RECOPE avec 11 membres, FAT, EAE Mobile) avec l'appui et accompagnement de WAR CHILD HOLLAND.
Kichula	<ul style="list-style-type: none"> 2 cas d'ENA dont une fille de 11 ans et 1 garçon de 8ans en provenance de Mikenge. Ces enfants se trouvent dans une famille déplacée hébergée aussi dans une FAMAC. 3 enfants sortis de manière spontanée dans le groupe armé (ESFGA). Les viols sur mineurs, les mariages précoces, la prostitution des enfants sont des risques à la protection des enfants déplacés et autochtones. Cas de vol des matériels scolaires (cahiers et stylos) dans le milieu scolaire imputés aux enfants déplacés.
Namisha	<ul style="list-style-type: none"> 12 cas d'ES dont l'âge varie entre 7 et 15 ans (8 filles et 4 garçons). Dans ce village, les enfants présentent des symptômes de traumatisme (besoin de prise en charge psychologique).

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation économique des enfants dans la fabrication et transport des briques.
Burembo	<ul style="list-style-type: none"> • 10 cas d'ENA dont 4 garçons et 3 filles pour cette 3^e vague de déplacement • Absence des structures de protection des enfants (FAT, RECOPE, EAE)

Commentaires :

- Dans le village de Lumanya, on a noté le taux élevé de consommation de boisson alcoolisée chez les enfants déplacés. Cette situation serait liée à des troubles psychiques, à la suite des affrontements, atrocités et des différentes violations dans leurs villages d'origine.
- Certains enfants IDPs à Lumanya menacent de rentrer dans leurs villages de provenance à cause de la précarité de la vie. Ce retour les exposerait donc à des recrutements au sein des groupes armés au regard des affinités ethniques.
- A Nyakiele et Lusuku, le recrutement et l'utilisation des enfants sont les deux incidents les plus identifiés et dont les présumés auteurs sont des éléments de la faction Mai-Maï. Les FARDC sont également cités parmi les présumés dans l'utilisation des enfants pour le transport du matériel militaire lors de leurs nombreux déplacements ou pendant la construction de leurs logis.
- Des cas de viols et autres actes de violences sexuelles par les civils et par les membres des groupes armés ont été signalés, mais la population n'a pas la culture de dénoncer par crainte d'être stigmatisée (Nakiele et Lusuku).

D. Lutte Anti-Mine :

Dans la plupart des villages, aucun risque lié à la présence des REG ou des mines antipersonnel n'a été rapporté (Action de déminage par DCA en 2014).

À Kasakwa de manière spécifique, les participants aux Focus Groups de discussion, ont rapporté une sorte de réticence de la part des membres des communautés, de signaler la présence des REG, craignant ainsi les représailles de la part des FARDC car ces derniers assimilent la présence des REG dans une localité, à la présence des éléments Mai-Mai dans cette localité. Il y a donc lieu de renforcer les capacités des leaders communautaires sur les risques relatifs aux REG. Mais également, une sensibilisation des FARDC sur les aspects des REG et sur leurs rôles dans les localités où il y a présence des REG s'avère nécessaire.

En dépit de l'inexistence des cas d'alerte, on a cependant noté des actions de sensibilisation dans le cadre de la prévention d'autant plus que les IDPs et les membres de certains villages ne connaissent pas les bonnes pratiques sur la lutte contre le REG ou les mines.

E. Intentions de retour

De manière générale, les déplacés des localités prises en compte par cette évaluation, affirment de façon unanime qu'aucun mouvement retour n'est à envisager avant la fin de cette année, pour les raisons suivantes :

- Escalade des assassinats ciblés des personnes dans différents villages de provenance ;
- Incertitude de la sécurisation de leurs villages de provenance respectifs par les militaires FARDC qui sont en place (y compris la sécurisation des différents endroits où se commettent ces exactions dont le champ agricole, divers sentiers, puits d'eau dont certains sont situés à des distances importantes).

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

- Niveau de méfiance très élevé entre les ethnies dans les zones d'origine. A Bwala, certaines femmes IDPs perçoivent la présence des Banyamulenges dans la zone comme un danger permanent et facteur de rechute régulière de ce cycle de violences. De ce fait, retourner dans les zones d'origine dans ce contexte, paraît comme une exposition à un autre déplacement.

V. Besoins couverts dans la zone :

- **WASH** : Projet de construction de toilette familiale par Mercy corps sur l'axe Ondokuma - Bwala.
- Accès gratuit aux soins de santé à Nakiele, Kangulie et Abala, avec l'appui de MSF.
- Réhabilitation de l'axe routier Bwala – kilicha- Lubondja par CODEVAH
- Soins de santé : avec l'appui de l'IMC prenant en charge les IDPs, leurs familles d'accueil respectives, les indigents des communautés hôtes (village de Lumanya)
- Appui des structures de protection des enfants à Mulima, Lumanya par WAR CHILD HOLLAND (Jusqu'en fin Octobre 2019).
- Soins médicaux gratuits pour les enfants de 0 à 59 mois (IRA), de 0 à 14 ans pour le cas de paludisme : par MSF.

VI. NFIs/Abris :

Certains épisodes de la crise se sont produits de manière inopinée pour certains villages, faisant que certains ménages se déplacent sans articles ménagers. À cela, s'ajoute aussi la distance parcourue par les déplacées, le cas d'incendies des maisons qui auraient consommé tous les effets nécessaires.

Notons le cas de promiscuité dans la plupart des ménages (la plupart des IDPS est dans les FAMAC, et une partie s'est construite des cases dans les parcelles des familles d'accueil).

Dans le village d'Ondokuma, les déplacés ont été placés gratuitement dans les maisons abandonnées dont les propriétaires ont quitté le village.

VII. Limitation aux services sociaux de base

Dans les milieux de déplacement, il se pose un problème de limitation de la jouissance du droit à l'éducation pour les enfants car la majorité d'enfants de la 3^e vague se sont inscrits dans les écoles privées du fait de manque de places dans les écoles officielles où est appliquée la gratuité de l'enseignement primaire.

VIII. NFIs/Abris :

Certains épisodes de la crise se sont produits de manière inopinée dans certains villages, faisant que certains ménages se déplacent sans articles ménagers. À cela s'ajoutent aussi la distance parcourue par les déplacées, les cas d'incendie de maison qui auraient consommé tous les effets nécessaires. Notons le cas de promiscuité dans la plupart des ménages (la plupart des IDPS est dans les FAMAC, et une partie s'est construite dans les parcelles FAMAC, des cases spontanées). Dans le village d'Ondokuma, les déplacés ont été placés gratuitement dans les maisons abandonnées dont les propriétaires ont quitté le village.

IX. Difficultés rencontrées

La difficulté principale rencontrée au cours de cette mission d'évaluation de protection fut la distance à parcourir pour atteindre la zone.

X. Matrice d'analyses des Gaps par village et domaine

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

Axe (Village)	Gaps et problèmes identifiés
Fizi	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Structures communautaires de Protection moins actives ✓ Pas d'activités de sensibilisation anti-mine dans le cadre de la prévention étant donné que Fizi centre constitue une zone opérationnelle caractérisée par des mouvements des groupes armés de l'ouest (Moyens et Hauts Plateaux) vers le bord du lac.
Bwala	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rupture de Kit PEP au centre de santé de Bwala. ✓ Absence des services répressifs de l'Etat (FARDC, PNC, ANR) sur l'axe Kananda –Misufi-Ondokuma- Kasakwa – Bwala. ✓ Faible accès des survivantes de viol, aux structures de prise en charge médicale à la suite de plusieurs facteurs, parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La confidentialité non garantie dans certaines structures de prise en charge médicale exposant les victimes à la stigmatisation dans la communauté. ▪ Ignorance de certaines victimes et des leaders communautaires. ▪ La distance séparant le lieu de l'incident à la structure de prise en charge : pour les IDPs, plusieurs cas ont été perpétrés pendant le déplacement. ▪ D'autres femmes ont évoqué la barrière liée à la honte ✓ Absence des espaces d'encadrement des enfants dans la zone ✓ Pas des structures/ acteurs dans la lutte contre les SGBV dans le milieu. ✓ Les IDPs de la troisième vague ne sont pas encore assistés.
Misufi	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des structures de protection de l'enfant ainsi que des espaces d'encadrement des jeunes. ✓ Soins de santé payant pour tous (autochtones et déplacés) ✓ Faible accès des victimes d'accès aux structures de prise en charge dans le délais requis (ignorance, Manque de confiance quant au respect de la confidentialité qui pourrait les exposer à la stigmatisation dans la communauté) ✓ Absence de service répressifs (FARDC, PNC et autres) dans le village.
Bwala	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des structures de protection de l'enfant (FAT, RECOPE, EAE,) ✓ Absence des services répressifs de l'Etat dans le village (FARDC, PNC) ✓ Absence de Kit PEP à la structure de prise en charge sanitaire. ✓ Accès aux soins médicaux payant pour tous (Autochtones et IDPs) ✓ Problème de stigmatisation des survivantes de violences sexuelles à la suite de non-respect de la confidentialité ✓ Taux élevé des mariages précoces. ✓ Absence de structure de gestion des conflits dans le milieu. ✓ Exploitation économique des enfants par leurs parents pour contribuer à la survie de leurs ménages.
Abala	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des services répressifs de l'état (FARDC et la PNC), excepté la présence d'un agent de renseignement ✓ Déplacés de la 3^e vague non encore assistés. Assistance en vivres, Abris, AME, semences et outils aratoires sont les besoins prioritaires des IDPs. ✓ Présence des enfants non accompagnés, des enfants séparés non pris en charge dans le village. ✓ Problème criant d'accès des survivantes de VS aux structures de prise en charge à la suite de l'ignorance du circuit de référencement. ✓ Absence des structures de prise en charge psychosociale, juridique et économique des

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

	<p> survivantes.</p>
Kanguli	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des structures de prise en charge des enfants (RECOPE, clubs d'enfants) et des espaces d'encadrement (CFS). ✓ Absence des services répressifs de l'état (FARDC, PNC), excepté le cas de l'arrivée sporadique des FARDC pour des collectes de vivres ou lors d'incident grave survenu dans le village. ✓ Problème d'accès des victimes aux structures de prise en charge médicale ✓ Absence des autres structures de prise en charge des victimes (psychosociale, Juridique et judiciaire, économique) <p>Wash :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1 seule source aménagée pour la structure de santé utilisée par tous les membres des communautés et IDPs.
Nakiele	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des structures de protection des enfants (FAT, RECOPE, EAE) ✓ Absence des structures de prise psychologique des enfants avec des besoins spécifiques, et les survivants des violences sexuelles.
Lumanya	<p>Wash :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1 seule source aménagée (Evaluation des besoins faits par NCA dans l'allocation des Fonds communs). <p>Lutte Anti-Mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Présence de REG signalée dans les champs autour du village (Besoin des actions d'urgence de déminage). ✓ Besoins des actions de sensibilisation : les IDPs et certains membres des communautés hôtes n'ont pas d'information sur les pratiques qui sauvent. <p>Protection de l'enfant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence de structure de prise en charge psychologique pour les enfants avec problèmes psychiques pour appuyer le travail d'EAE en place ✓ Présence de RECOPE non conforme au standard ✓ Présence de 2 FAT ne pouvant couvrir/ contenir tous les cas d'enfants identifiés (ENA) ✓ Afflux progressif des enfants avec des besoins spécifiques coïncidant avec la fin du projet de protection des enfants de WCH en fin octobre 2019. <p>SGBV :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Non accès des victimes de violence sexuelle aux structures de prise en charge dû à plusieurs facteurs qui constituent des barrières : crainte de la stigmatisation, non assurance de la confidentialité, manque d'informations sur le circuit de référencement existant dans la zone, ✓ Absence de structure de prise en charge psychologique des VVS
Mulima	<p>SGBV :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rupture de Kit PEP au centre de santé de Mulima (possibilité d'approvisionnement par MSF qui appui la structure) ✓ Problème d'accès des victimes aux structures de prises en charge (les survivantes de violences sexuelles ne se confient pas et ne se réfèrent pas au SPEC), plusieurs facteurs entrent en jeu : la crainte de la stigmatisation dans la communauté, l'ignorance/ Manque d'information à cause faible de sensibilisation.

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

	<p>Protection enfance</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de FAT (seulement 2 FAT sont en place). ✓ Faible maîtrise du rôle à jouer, la différence entre ENA et ES par les membres des RECOPE <p>Lutte Anti-Mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Manque d'information sur les REG et les risques y afférents par les membres des communautés hôtes mais surtout les IDPs <p>Wash</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1 seule source
Kichula	<p>Protection de l'enfant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des structures protection des enfants (FAT, RECOPE, EAE) dans un contexte d'afflux des ENA, présence des ESFGA spontanés ✓ Absence des structures de prise en charge psychosociale pour les adultes et les enfants à besoin spécifiques dans la zone ✓ Faible accès des enfants déplacés à l'éducation par manque des fournitures scolaires, uniformes, souliers. ✓ Abus physiques (fouets) et Utilisation des enfants dans le transport des bagages par un élément FARDC. <p>SGBV :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Manque d'information par les membres des communautés hôtes et les déplacés sur le circuit de référencement ✓ Non-respect strict du principe de confidentialité en faveur des victimes de viol (les noms des victimes sont connus dans la communauté et utilisés pour illustrer les explications. Ce qui expose les victimes à la stigmatisation dans la communauté) ✓ Taux élevé de mariage précoce. <p>Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Soins payants pour les déplacés (à partir de 15ans) et pour les membres des communautés. <p>Mines :</p> <p>Les dernières activités de déminage y ont été menée en 2009 par DCA. Avec les différentes situations d'affrontement qui ont eu lieu dans la zone après cette année, la présence des déplacés non information, la présence présumée des groupes armés dans les parages, constitue un facteur qui explique la pertinence des activités de sensibilisation.</p>
Namisha	<p>Protection de l'enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des structures de protection des enfants (FAT, RECOPE, EAE) ✓ Pas de structure de prise en charge (médicale, psychologique, juridique) dans le village. Ils dépendent de structures de Fizi à 12 Km. ✓ Pas des structures de protection communautaire pour atténuer les abus commis par les FARDC qui se transforment en police, procédant à des arrestations.
Burembo	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants IDPs sans accès à l'éducation car toutes les 2 écoles en place sont privées et par conséquent, payant. • Exploitation économique des enfants (transport des briques, haricot au marché) pour

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

	<p>une rémunération de 200FC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zone contaminée par les REG (9 zones dangereuses déjà identifiées par ADIC). 2 cas des enfants victimes explosion d'une grenade dont un en est mort et l'autre grièvement blessé. •
--	--

XI. Actions de suivi urgentes

Domaines	Recommandations	Acteurs de suivie	Niveau d'urgence
SGBV (Santé)	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcer les activités de vulgarisation des cartographies des structures de prise en charge médicale, psychosociale des victimes afin de promouvoir l'auto référencement des victimes. -Redynamisation et renforcement des capacités des membres des structures communautaires sur le référencement des cas vers les structures de prise en charge. - Renforcer les activités de sensibilisations pour lutter contre la stigmatisation des victimes de violences sexuelle -Renforcement des capacités /recyclage des personnels soignants sur le principe de confidentialité des victimes d'abus (un des facteurs qui empêchent certaines victimes de se référer vers les structures de prise en charge. - Approvisionner le centre de santé de Mukera en Kits pep. 	les partenaires humanitaires intervenant dans le volet médical et SGBV(APS) ;BCZ, UNFPA	Urgent
Cohabitation pacifique	Besoin de paquet d'activité sensibilisation sur le renforcement de la cohabitation pacifique entre les IDPs et les membres des communautés hôtes (tous les villages d'accueil)	Les acteurs œuvrant dans la cohabitation pacifique	Normal
Protection de l'enfance	Installer d'autres structures de protection de l'enfant (EAE, FAT, RECOPE) dans la zone vu la forte concentration d'enfants IDPs et le taux élevé de déscolarisation d'enfants déplacés	TPO, AVREO, War Child	Urgent
Education	Appuyer les écoles primaires de la zone en paiement des enseignants pour que les enfants PDIs soient pris en charge pour leur scolarité et doter les enfants IDPs en kits scolaire	UNICEF, NRC, War Child	Urgent
	Mener des plaidoyers pour l'appui et la prise en charge des enfants IDPs dans les zones de déplacement, en vue d'éviter que ces derniers ne livrent à des activités et pratiques illégales et	UNICEF	Urgent

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

	illicites.		
Lutte anti-Mine	Renforcer les sensibilisations sur les bonnes pratiques dans le cadre de la lutte anti-mine dans les zones évaluées en faveur des populations.	GTLAM	Urgent
	Organiser les sessions de sensibilisations des FARDC dans les zones évaluées, leur rappeler leurs rôles et responsabilités en cas de présence des REG dans une localité.	GTLAM	Urgent
	Renforcer les sensibilisations sur les bonnes pratiques contre les REG et les mines, dans le cadre de prévention des risques y relatifs (tous les villages).	GTLAM	Urgent
	Organiser les activités de déminage dans la localité de Burembo, en vue de réduire le risque d'accident des REG dans cette zone affectée.	GTLAM	Urgent
Monitoring de Protection	Continuer à monitorer la situation de protection des IDPs en déplacement.	INTERSOS	Normal
Sécurité alimentaire	-Mener des actions de plaidoyer en faveur des IDPs pour l'accès à la terre arable (champs agricole) dans le cadre de mécanisme de résilience et réduction de leur pression sur les familles d'accueil -Une assistance alimentaire	NRC	Urgent
	Plaidoyer pour une assistance en vivres des IDPs à Mukera.	OCHA, Cluster SECAL, PAM	Urgent
Abri/NFI	-Une assistance en AME -Besoin en abris	NRC et autres acteurs humanitaire	

ANALYSE DO NO HARM

Dans le village de Kanguli, toute intervention devra tenir compte de l'existence du dualisme de pouvoir pour le groupement BASILOCHA, où il y a présence de deux Chefs pour un même groupement. Par rapport à l'analyse et à l'expérience dans la zone, il serait recommandé aux acteurs de plus travailler avec les chefs

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.

des villages en lieu et place d'un des chefs du groupement, en vue d'éviter d'être pris comme partie à ce conflit de pouvoir.

Des revendications soulevées par les IDPs relatives au processus d'identification des personnes déplacées qui serait entaché des pratiques que les communautés qualifient d'irrégularité. En effet, certains déplacés n'auraient pas été identifiés parce que l'identification aurait été faite sur base de l'apparence physique, et que les personnes plus ou moins bien vêtues ou présentables n'étaient pas considérées comme déplacées et n'ont pas été identifiées. Cette pratique stigmatise les IDPs, parce que nombreux parmi eux n'ont pas de carte d'identité car les ayant perdues lors du déplacement, pendant le déplacement antérieur, ou d'une manière ou d'une autre. Egalement, il y a parmi ces déplacés, des personnes en possession des cartes d'électeur dont le lieu de délivrance est différent du lieu de départ avant les hostilités. Pour les identificateurs, ces derniers ne sont pas des déplacés. Toutes ces catégories des IDPs éprouvent donc des difficultés pour prouver qu'elles proviennent effectivement de ces lieux des affrontements et de la zone de conflit.

Quelques recommandations :

- Une ligne directrice/Approche harmonisée devrait donc être définie par les acteurs humanitaires cluster pour éviter que certains cas avérés des IDPs soient évincés et laissés pour compte, mais également afin d'éviter que l'intervention ne puisse bénéficier aux faux cas.
- Face aux préoccupations soulevées par les membres des communautés hôtes et les déplacés, traiter tous les bénéficiaires avec Dignité, Justice et Egalité devra être considéré comme un impératif humanitaire pendant toutes les phases de l'assistance.
- Les acteurs humanitaires devront mettre en place des procédures sûres et confidentielles pour la réception et le traitement des plaintes dans les zones de déplacement où est apportée l'assistance.
- Les différents Clusters devront se rassurer que les feedbacks appropriés soient rapportés aux bénéficiaires.
- Monitorer régulièrement les conditions de sécurité des lieux de distribution et des lieux de provenance des bénéficiaires.
- Intégrer les principes de Protection et de sensibilisation à la paix pendant les différentes interventions humanitaires dans les zones de déplacement.
- Avec la sensibilité du conflit, envisager de manière simultanée ou quasi simultanée l'assistance dans les deux axes de déplacement des communautés affectées pour renforcer l'image humanitaire de neutralité, partialité (étant donné que les affrontements continuent, assister une communauté risquerait d'être perçue comme une manière de soutenir d'une manière ou d'une autre une des parties en conflits).

Coordination Cluster Protection/fizi

Participants à la Mission : Antenne Humanitaire/Fizi, DIVIGENRE/Fizi, NCA, INTERSOS, WAR CHILD HOLLAND, CEDIER, AIDES, OASIS DE LA CULTURE, CELPA, SVH, AVREO, CARITAS, ADIC, KUA, COUD, ANOVEV, UNHCR et la coordination Cluster Protection/Fizi.